

## Liquider l'humanisme ?

Une atmosphère de catastrophe entoure le *Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial* car, à la lecture des documents présentés par le Conseil supérieur de l'éducation et la Fédération des cégeps, on appréhende un important changement de direction dans la mission des collèges. Ce qui transparait en effet de ces orientations et recommandations, l'élément *catastrophique* à proprement parler, c'est la volonté de liquider sinon une fois pour toutes l'idéal humaniste de formation de la personne, mais au moins de le marginaliser en sabotant les finalités de la formation générale. C'est pourquoi nous souhaitons, nous les professeurs du département de philosophie du Cégep Marie-Victorin, attirer l'attention du ministre de l'éducation sur le péril que représente un tel désaveu. Nous n'entendons cependant pas défendre l'humanisme du vieux cours classique, ce chapeau que veut nous faire porter le Conseil supérieur de l'éducation, mais bien plutôt celui qui se pratique actuellement dans les cours de philosophie et qui est, depuis trente-cinq ans, l'occasion pour les jeunes québécois d'entrer dans un dialogue avec une culture et une mémoire riches de vingt-cinq siècles qui leur permettent de réfléchir sur leur propre humanité et de répondre aux interrogations de *notre* temps.

### I

D'après le président du Conseil supérieur de l'éducation, « les exigences de la vie sociale et professionnelle ne sauraient justifier davantage qu'on limite la formation générale aux disciplines inspirées des humanités classiques »<sup>1</sup>. Le président du CSE essaie-t-il de faire croire au ministre de l'éducation et à la population que les cours de formation générale qui sont actuellement dispensés dans les cégeps sont de la même farine que ceux qui lui furent jadis donnés lorsqu'il fréquentait lui-même le «cours classique»? Ce qu'il affirme est pour le moins problématique parce qu'il assimile faussement des pratiques actuelles à des objets passés. Plus précisément, il assimile l'enseignement actuel de la philosophie à la transmission d'objets d'érudition complètement déconnectés des nouvelles exigences du XXI<sup>e</sup> siècle. Faut-il rappeler au président du CSE que la réflexion philosophique est *toujours* suscitée par l'urgence du présent et qu'elle a toujours une dimension existentielle pour celui ou celle qui réfléchit ? Les grandes questions philosophiques portant sur l'homme, le monde et Dieu ne sont pas invalidées par la mondialisation ou les nouvelles technologies, au contraire, elles sont toujours actuelles parce qu'elles sont *anhistoriques*, et elles se posent *aujourd'hui* avec d'autant plus d'acuité que les événements du temps présent les sollicitent d'eux-mêmes. Elles sont de plus en plus pressantes, aujourd'hui liées à la génétique, à l'environnement, à l'informatique, à la politique mondiale, elle-même si dramatiquement conditionnée par les questions de Dieu, de la laïcité, de la modernité et de la démocratie.

Ainsi, le professeur qui fait lire à ses étudiants un dialogue de Platon, ne cherche pas à les retirer du monde en leur transmettant la pensée de Platon, il veut au contraire les amener là où ils veulent aller à savoir : ce qu'il en est pour nous aujourd'hui de

---

<sup>1</sup> Jean-Pierre Proulx, *Le Devoir*, 28 avril 2004, p. B 4.

l'amour, de l'amitié, de la justice, de l'éducation, de la beauté ou du courage. Et si nous faisons lire Descartes aux jeunes, c'est pour qu'ils comprennent les assises de leur monde, celui de la maîtrise de la nature et de leur propre nature par la science et la technique, et pour qu'ils acquièrent la saine habitude du doute méthodique et du jugement critique. De même qu'un Pascal, s'interrogeant sur la place de l'homme dans l'univers, ne détourne pas de l'astrophysique mais fait au contraire que les étudiants se sentent concernés par elle. Il s'agit donc de saisir dans la pensée non pas l'époque lointaine, mais le présent qui insiste de manière concrète et existentielle. L'on objectera alors que si l'enjeu est dans le présent, il n'est pas nécessaire de convoquer le passé. Puisqu'il est ici question d'éducation, c'est-à-dire de culture et de mémoire, il faut faire preuve d'un minimum de bon sens en reconnaissant ce que l'on peut appeler la « plus value » des classiques. Pourquoi le *Banquet* de Platon et non pas exclusivement le dernier livre de psycho-pop paru sur l'amour ? Parce que le premier a déjà fait la preuve de sa pertinence par sa pérennité tandis qu'il se pourrait que le second soit déjà un objet d'antiquité dans quelques années. Si les jeunes méritent d'étudier Platon, Descartes, Kant ou Nietzsche c'est *parce qu'ils* sont classiques et que le classique n'est pas le désuet c'est, au contraire, ce qui résiste à la désuétude. Ce rapport aux classiques n'est-ce pas cela qui est vraiment moderne et qui permet de saisir le pérenne dans le transitoire ?

Ce que la philosophie a toujours attendu de son disciple ce n'est pas qu'il devienne un érudit en assimilant des objets de connaissance. La fréquentation des grands philosophes n'est pas une promenade dans l'érudition, elle est l'occasion privilégiée pour l'étudiant de se rendre attentif à sa propre activité de pensée, afin qu'il la développe de façon rationnelle et qu'il apprenne ainsi à faire usage de sa liberté et de sa volonté. Voilà ce à quoi le professeur de philosophie convie ses étudiants : à l'exercice de leur propre pouvoir rationnel, ou si l'on préfère, à la compétence de la raison.

Par conséquent, il ressort très clairement de son plus récent avis<sup>2</sup>, que le CSE méconnaît grossièrement ce qu'il est si prompt à juger et à déclarer obsolète. Mais ce qui est plus grave, c'est que de sa propre incapacité à justifier la pertinence de la philosophie et des autres disciplines de la formation générale, il tire le droit de conclure à la nécessité de les marginaliser. Comment prendre au sérieux ses recommandations dès lors qu'elles ne s'appuient sur aucun argument sauf celui qui consiste à évoquer, comme s'il s'agissait d'une évidence, un certain « malaise » entourant la formation générale ? Mais d'où vient ce « malaise » et en vérité *qui* incommode-t-il ?

Pour le président du CSE, le « malaise » ne provient pas de la formation générale comme telle (puisqu'il recommande qu'on la maintienne), mais des disciplines qui la composent. Serait-ce en raison des finalités qui leur sont traditionnellement assignées, et que la notion d'*humanisme* sert à désigner ? Ainsi, lorsqu'on veut marginaliser ces disciplines, que veut-on en réalité sinon modifier les finalités de la formation générale qu'on voudrait alors moins humanistes et davantage instrumentales ? Le CSE se défend, bien entendu, contre une telle approche, mais force est de constater que l'ensemble de ses recommandations, souvent contradictoires entre elles, converge en ce sens.

---

<sup>2</sup> Conseil supérieur de l'éducation, Regard sur les programmes de formation technique et la sanction des études : poursuivre le renouveau collégial. Chapitre 3. Mars 2004.

C'est, en tout cas, en ce sens que vont les orientations de la Fédération des cégeps en s'appuyant sur les dites recommandations du CSE. Il y a convergence, en effet. Dans le langage post-humaniste c'est-à-dire anti-humaniste, qu'emploie la Fédération une nouvelle appellation est en vogue pour désigner celui qu'on appelait encore, il n'y a pas si longtemps, l'étudiant : le « technicien-citoyen »<sup>3</sup>. Cette transformation de l'étudiant – que d'aucuns appelleraient sa *réingénierie* - passe par la clarification et l'actualisation des finalités de la formation générale<sup>4</sup>. Ce qui est invoqué, cette fois, pour délester l'enseignement collégial de toute trace d'humanisme, ce n'est pas un « malaise », mais une *urgence* liée au « contexte des années 2000 » (p. 15) : l'« adéquation avec le marché du travail » (p. 6) étant devenue le principal enjeu, il est nécessaire de revoir l'efficacité et la pertinence des « services d'enseignement supérieur » offerts, dont ceux de la formation générale. Ici l'élément *catastrophique* réapparaît. C'est un changement de direction et de paradigme qui assigne à l'enseignement collégial des finalités exclusivement instrumentales et ce qu'il rend manifeste, c'est que, dorénavant, la seule justification de l'éducation c'est cette « adéquation avec le marché du travail ». Or ce que ce renversement opère *en réalité*, c'est la transformation d'un droit individuel en un service aux entreprises : s'il faut revoir les finalités de la formation générale ce n'est pas en vue de l'émancipation personnelle de l'individu, mais pour corriger « son manque de sens par rapport au programme » (p.15). Et si la Fédération des cégeps, comme le recommandait déjà le CSE, souhaite ouvrir la formation générale à d'autres disciplines que celles inspirées des « humanités classiques », c'est bien évidemment parce que les sciences, les techniques et les sciences humaines lui paraissent beaucoup plus faciles à instrumentaliser en regard des programmes. Il s'agit, en somme, d'abolir la formation générale en tant que véhicule de l'idéal humaniste de formation de la personne pour la remplacer par une formation à la carte, c'est-à-dire spécifique au programme qu'on assimile aux seuls besoins de l'étudiant. À peu de chose près, il semble bien que tous les cours devraient être, dorénavant, des cours de service aux entreprises. Or s'il faut vraiment être de son temps, il n'est pas pour autant nécessaire de renoncer complètement au soin de sa propre humanité, il serait illusoire et même suicidaire que de prétendre réaliser l'enrichissement de la collectivité par l'appauvrissement de l'individu. Si l'on s'en tenait aux recommandations du CSE et aux orientations de la Fédération, tout ce que le citoyen contribuerait de lui-même dans l'espace public et démocratique ce serait sa seule fonction de travail. Désormais, c'est le technique qui doit prévaloir sur le démocratique : « technicien d'abord, citoyen ensuite ! » Ainsi, chacun devient pour lui-même et en lui-même un citoyen de seconde zone. Chercherait-on à nous faire croire, à la fin, que la création d'emplois passe nécessairement par une réduction des cours de philosophie ? Aussi absurde que cela puisse paraître, c'est pourtant une conclusion de ce genre qu'il faut tirer des intentions dites « éducatives » de la Fédération et du CSE. Mais cette absurdité, qu'aucun homme raisonnable ne saurait admettre, est pourtant implicitement présente dans leurs discours et cela non seulement parce qu'ils ont pratiqué un *renversement* de sens entre le technicien et le citoyen mais surtout parce qu'ils ont œuvré à un véritable *détournement* de sens de l'éducation et de ses finalités.

<sup>3</sup> Fédération des cégeps, CAP, *Questionnaire sur la formation générale*, Février 2004.

<sup>4</sup> Fédération des cégeps, *Un cégep résolument ancré dans l'enseignement supérieur*, Cahier d'orientations, 2004, Orientation 8, p. 16.

## II

L'originalité des cégeps tient à la présence d'une composante de formation générale *commune* à tous les programmes. C'est là un acquis précieux dont il faut prendre grand soin, car il témoigne d'une haute idée de l'éducation qui prend en compte la totalité de ce que nous sommes : des travailleurs appelés à monnayer des compétences sur le marché du travail, mais aussi, et plus fondamentalement, des citoyens, des êtres humains confrontés à l'énigme de la vie. C'est pourquoi les professeurs de la formation générale parlent toujours de la formation *intégrale* de la personne et c'est également la raison pour laquelle ils prennent si souvent la défense de cette idée *humaniste* de l'éducation qui semble compromise en ces temps de catastrophe. Que la philosophie, la littérature et l'éducation physique manquent de « sens » par rapport au programme », comme le déplore la Fédé (qui met des guillemets autour du mot « sens » comme s'il s'agissait d'une curiosité ou de quelque chose d'incongru), cela ne veut dire qu'une chose : à savoir que le programme dans sa composante spécifique n'épuise pas la totalité du sens. Dire cela, ce n'est pas offenser nos collègues de la formation spécifique puisqu'ils sont les premiers à reconnaître et à affirmer que la mission de l'enseignement collégial n'est plus, depuis longtemps, celle des anciennes écoles de métier. D'où la nécessité de la composante de formation générale qui, à défaut d'apporter un sens au programme en regard de son « adéquation au marché du travail », contribue à apporter un sens à la vie !

En tout cas, c'est de cette façon que les étudiants *eux-mêmes* comprennent les choses, comme le montre d'ailleurs une enquête menée auprès de 638 étudiants (un échantillon au moins aussi important que celui consulté par la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial) : 69% des étudiants du secteur technique et 57% des étudiants du secteur pré-universitaire disent en effet ne pas être d'accord avec cette affirmation : « Les cours de philosophie que j'aurai suivis au cégep me seront très utiles dans mon travail ». *Par contre*, 74% des étudiants interrogés disent être en accord avec l'affirmation suivante : « les cours de philosophie que j'aurai suivis au cégep me seront très utiles en tant que personne »<sup>5</sup>. Cet aspect du « sens » de la formation générale et des cours de philosophie semble avoir échappé au CSE ainsi qu'à la Fédé qui se disent pourtant si préoccupés par les « besoins des étudiants ». D'une manière générale, il ressort de l'enquête menée par Gendron et Provencher, que le discours officiel que tiennent les diverses instances du milieu de l'éducation sur la philosophie prête aux étudiants des opinions négatives qu'ils n'ont tout simplement *pas* et qui ne se vérifient *pas* dans l'expérience et encore moins dans la classe de philosophie. Se pourrait-il que ces instances cherchent à faire croire au ministre de l'éducation et à la population que le virage instrumental qu'ils veulent imprimer à l'éducation correspond en fait aux attentes et aux *véritables* besoins des étudiants ? La jeunesse actuelle serait-elle subitement devenue indifférente à la question du sens de la destinée humaine de telle sorte qu'elle n'aspirerait à rien d'autre qu'à sa propre aliénation et à la seule « adéquation au marché du travail » ? Nous, les professeurs de philosophie qui fréquentons non pas les statistiques mais les personnes elles-mêmes, soient les étudiants en trois dimensions, nous qui lisons leurs textes et qui répondons à leurs questions sur l'existence de Dieu, la différence entre l'homme et l'animal, la justice, la liberté, le bonheur, les enjeux

---

<sup>5</sup> Diane Gendron et Martin Provencher, *Philosopher au collège, Philosophie et rationalité, Enquête sur la perception des étudiants*, Collège de Rosemont, Janvier 2003, pp. 60-64.

éthiques liés aux biotechnologies ou encore sur le relativisme des valeurs en regard de l'exigence rationnelle d'universalité, nous savons qu'il n'en est rien.

C'est pourquoi le ministre devrait s'inquiéter sérieusement des recommandations qu'il s'apprête à recevoir lorsque ces dernières prétendent s'appuyer sur la connaissance des «besoins» et des «intérêts» des étudiants. Parce que la Fédé et le CSE ne savent qu'évoquer «malaise» et «urgence», parce qu'ils ignorent ce qu'ils veulent dire eux-mêmes en parlant d'une «formation plus signifiante», ils n'ont rien trouvé de mieux que d'abandonner aux étudiants le choix de composer leur propre menu en fonction de leurs «besoins» et de leurs «intérêts» tout en évitant, bien sûr, le «piège de l'immédiateté» selon la quadrature du cercle souhaitée par le CSE.

Il ne peut d'aucune façon s'agir là d'un projet cohérent de formation : en effet, le cours offert et choisi parmi une grande diversité de disciplines l'aura été en fonction de quels critères ? L'horaire de l'étudiant ? Les tâches à compléter dans telle ou telle discipline ? S'agit-il du premier, du second ou du troisième choix de l'étudiant ? Mais au fait, ce cours arrive-t-il à point nommé dans la progression des apprentissages de l'étudiant ?

En fait, ces recommandations semblent davantage liées à des besoins et des intérêts de gestion du personnel qu'à des intentions pédagogiques et c'est bien de cette façon d'ailleurs qu'ont été usurpées les intentions éducatives des cours complémentaires. De plus, prétendre que nos étudiants devraient décider eux-mêmes de ce dont ils ont besoin pour éviter le «piège de l'immédiateté» relève ou bien d'une méconnaissance totale de ce que c'est qu'être jeune, ou bien d'une démission de ses responsabilités devant l'acte d'éduquer, c'est-à-dire de conduire et d'accompagner. Tout comme il est absurde de penser que l'effet puisse précéder la cause, il serait tout aussi illogique de croire que l'étudiant aurait déjà la capacité de discernement que le cours qu'il choisit est censé développer en lui. Et c'est pourquoi de tout temps on a cru bon qu'il existe des maîtres et des élèves. Mais de toute façon, cela va tout simplement contre le bon sens : permettrait-on en effet aux étudiants de décider de leur cheminement parmi les cours de la formation spécifique ? Jamais ! Justement parce qu'on y a le souci d'une formation cohérente qui a en vue une finalité vers laquelle on conduit l'étudiant. Les recommandations qui émanent de la Fédé et du CSE dissimulent mal le peu de cas qu'ils font de la formation générale et leur incapacité à seulement *penser* cette composante de formation dans son rapport aux finalités humanisantes qu'elle poursuit. Ce qui, encore une fois, transparait c'est la volonté *catastrophique* de désamarrer les finalités de l'éducation de son étoile polaire, l'humanisme, et d'errer avec les fluctuations du marché du travail.

On aura tôt fait d'objecter que dans les cégeps anglophones les étudiants peuvent déjà, conformément à la formule des *humanities*, choisir leurs cours de formation générale parmi un éventail de disciplines qui va du yoga à la cosmologie en passant, mais toujours de manière facultative, par la philosophie, la psychologie, l'anthropologie, etc. Pour répondre à cette objection, on peut se demander si une telle approche ne contribue pas à entretenir chez l'étudiant une vision relativiste des œuvres de civilisation qui place sur le même pied Shakespeare et la tradition orale de telle tribu guatémaltèque ?

Mais notre propos n'est pas de porter un jugement de valeur sur la tradition anglo-saxonne des *humanities* que nos concitoyens anglophones ont parfaitement le droit de perpétuer car elle est constitutive de leur identité culturelle. Qu'il nous soit donc permis, plus simplement, d'invoquer le fait qu'il existe en Amérique du Nord une

autre tradition que la tradition anglo-saxonne à savoir la *nôtre*. C'est-à-dire une tradition d'inspiration française au sein de laquelle la philosophie a toujours été identifiée (avec la littérature) comme le véhicule privilégié pour la transmission d'une culture générale, justement en raison de son caractère *général*. Comme le précise Jean-Denis Moffet : « La philosophie de tradition française est une discipline qui tend à relier entre elles l'ensemble des études pour en retirer des généralités permettant de faire la synthèse de l'être humain et de sa pensée »<sup>6</sup>. C'est dire que la philosophie, dans la culture francophone, est toujours déjà *transdisciplinaire*, ce qui lui confère une remarquable agilité dans sa capacité de synthèse, par rapport au caractère *multidisciplinaire* des *humanities* qui juxtaposent les savoirs sans pour autant en garantir la cohérence pour *les étudiants*. Ainsi, si la psychologie, la politique, l'histoire ou l'anthropologie peuvent à bon droit prétendre avoir quelque chose de pertinent à dire sur l'humanité, il reste que chacune de ces disciplines ne constituera toujours qu'un point de vue *partiel* sur la destinée humaine, alors que le point de vue philosophique, dans la tradition francophone, sera toujours plus large, plus englobant et finalement plus *fondamental*. En ce sens, dans la tradition des *Humanities* un «cours» a une portée plus restreinte en ce qu'il circonscrit un objet en particulier, tandis que dans la tradition francophone des cégeps, un «cours» de philosophie ne porte pas tant sur un objet en particulier que sur «une série de sujets qui peuvent être abordés pendant un semestre et qui sont reliés entre eux par un thème général ou un objectif commun» (p. 6).

Le fait que depuis la création des cégeps, le ministère de l'éducation respecte cette différence culturelle est tout à son honneur, mais il y a péril en la demeure lorsqu'on suggère au ministre de l'éducation d'abandonner la tradition culturelle du seul peuple francophone en Amérique du Nord pour qu'il épouse celle des anglophones et ce, pour des raisons de gestion du personnel. Il est en effet tout de même étonnant que des instances comme le Conseil supérieur de l'éducation et la Fédération des cégeps, avec une désinvolture déconcertante, proposent, mais sans le dire nommément, que la formation générale de la seule majorité francophone en Amérique du Nord se saborde en adhérant à une aire culturelle qui n'est pas la sienne. Serait-on en train de confondre l'ouverture du Québec sur le monde avec son adhésion inconditionnelle aux modèles d'éducation américain ou ontarien ? Est-ce parce que l'on ne supporte pas d'être une société distincte qu'on chercherait à abolir les marques de cette différence ? C'est la marginalisation de la philosophie et de la littérature qui permettrait alors cette acculturation.

Pour toutes ces raisons, il ne saurait être indifférent que, faute d'une véritable philosophie de l'éducation, l'on décide de larguer la philosophie elle-même. Ce serait là une volonté d'abandon qui ressemblerait davantage à un abandon de volonté. Il semble bien plus raisonnable de consolider les acquis que de les dilapider. Aussi, nous les professeurs du département de philosophie du Cégep Marie-Victorin, pensons que la séquence des trois cours de philosophie est bien plus à même de garantir la cohérence

---

<sup>6</sup> *Rapport sur l'historique et l'équivalence des cours de «philosophie» et de «humanities» de la formation générale de l'enseignement collégial*, Ministère de l'éducation, Direction de l'enseignement collégial, Service des programmes et des affaires étudiantes, p. 2.

d'un projet de formation commune que l'éparpillement qui est proposé par le CSE et la Fédération des cégeps. Cela n'exclut pas cependant qu'il puisse être pertinent de revoir les devis en philosophie en les ouvrant à une plus grande diversité de thèmes et d'approches (les arts, les sciences) pour tirer davantage profit de l'agilité inhérente à cette discipline. Tout comme il pourrait aussi être pertinent d'ajouter un cours de philosophie consacré à l'impact des sciences et des techniques sur la vie contemporaine. Et quant au souci manifesté de voir incluses dans la formation générale un plus grand nombre de disciplines, il suffirait simplement que les directions des collèges respectent les intentions éducatives que la réforme de 1993 prévoyait pour les cours complémentaires.

Nous en appelons donc au ministre et à la responsabilité qui est la sienne, afin qu'il veille à la préservation, l'enrichissement et la transmission de l'idéal humaniste de formation qui a présidé à la fondation des cégeps. Et s'il se peut que les directions des collèges ne l'aient inscrit que pour la *forme* dans leur projet éducatif, il est par contre certain que tous les professeurs, autant ceux de la formation générale que ceux de la formation spécifique pensons-nous, continueront à être les gardiens et les défenseurs de cet idéal humaniste parce qu'ils savent qu'en défendant un tel idéal, c'est la jeunesse québécoise et l'avenir de notre culture qu'ils protègent.

Les professeurs du département de philosophie du Cégep Marie-Victorin.